



**HAL**  
open science

## **CED - Centre Émile-Durkheim - Science politique et sociologie comparatives**

Rapport Hcéres

► **To cite this version:**

Rapport d'évaluation d'une entité de recherche. CED - Centre Émile-Durkheim - Science politique et sociologie comparatives. 2010, Sciences Po Bordeaux, Université Bordeaux 2. hceres-02033791

**HAL Id: hceres-02033791**

**<https://hal-hceres.archives-ouvertes.fr/hceres-02033791>**

Submitted on 20 Feb 2019

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



agence d'évaluation de la recherche  
et de l'enseignement supérieur

Section des Unités de recherche

Rapport de l'AERES sur l'unité :

Centre Emile Durkheim – Politique, sociétés, territoires  
sous tutelle des établissements et  
organismes :

Institut d'études politiques de Bordeaux

CNRS

Université Bordeaux 2-Victor-Segalen (établissement  
partenaire)

Juin 2010



agence d'évaluation de la recherche  
et de l'enseignement supérieur

Section des Unités de recherche

## Rapport de l'AERES sur l'unité :

Centre Emile Durkheim – Politique, sociétés, territoires  
sous tutelle des établissements et  
organismes :

Institut d'études politiques de Bordeaux

CNRS

Université Bordeaux 2-Victor-Segalen (établissement  
partenaire)

Le Président  
de l'AERES

Jean-François Dhainaut

Section des unités  
de recherche

Le Directeur

Pierre Glorieux

Juin 2010



## Unité

Nom de l'unité : Centre Émile-Durkheim - Politiques, sociétés, territoires

Label demandé : UMR

N° si renouvellement :

Nom du directeur : M. Antoine ROGER

## Membres du comité d'experts

Président :

M. Frédéric SAWICKI, Université Paris I

Experts :

M. Yves DUTERCQ, Université de Nantes

M. Patrick HASSENTEUFEL, Université Versailles-Saint-Quentin

Mme Catherine HONNORAT, CERI, Sciences Po Paris

M. Claude MARTIN, CRAPE IEP de Rennes

M. Gilles MASSARDIER, Université Lyon 2

Expert(s) proposés par des comités d'évaluation des personnels (CNU, CoNRS, CSS INSERM, représentant INRA, INRIA, IRD.....) :

M. Ali AIT ABDELMALEK, représentant du CNU

M. Joël ANDRIANTSIMBAZOVINA, représentant du CoNRS

## Représentants présents lors de la visite

Délégué scientifique représentant de l'AERES :

M. Olivier GALLAND

Représentant(s) des établissements et organismes tutelles de l'unité :

M. Pierre DEMEULENAERE, DSA Institut des SHS-CNRS

M. Nicole RASCLE, vice-présidente du CEVU de Bordeaux 2

M. Vincent HOFFMANN-MARTINOT, directeur de Sciences Po-Bordeaux

M. Philippe LECONTE, délégué régional du CNRS en Aquitaine



# Rapport

## 1 • Introduction

- Date et déroulement de la visite :

Le comité s'est retrouvé le 16 novembre 2009 à 8h30 dans les locaux de l'IEP de Bordeaux pour procéder à la visite. Celle-ci a débuté à 9h20 par la présentation, par les directeurs des deux unités, de leur projet de fusion. Elle s'est poursuivie par l'audition des représentants de Bordeaux 2 et de Sciences Po Bordeaux, ainsi que du directeur scientifique adjoint du CNRS en charge des sections 36 et 40. Après une première série de questions portant sur les bases scientifiques et institutionnelles du projet de fusion, les membres du comité ont rencontré les équipes et les responsables d'axes de recherche et ont pris connaissance de 4 opérations particulièrement significatives. La séance du matin s'est ponctuée par 45 minutes d'échanges portant sur les principaux résultats obtenus par les deux laboratoires et de nouveau sur le projet de fusion. Après le déjeuner, le comité de visite s'est rendu sur le site de Bordeaux 2 en centre ville, où il a successivement auditionné les ITA (tous présents, sauf 1 souffrante) des deux unités fusionnantes et environ 40 doctorants, soit la moitié des effectifs. Le comité s'est réuni à huis clos de 16h15 à 17h15 pour préparer la rédaction du rapport final.

- Historique et localisation géographique de l'unité et description synthétique de son domaine et de ses activités :

Le Centre Emile Durkheim est un projet de fusion entre deux laboratoires, une UMR de science politique (UMR 5116 - IEP de Bordeaux-CNRS) « Science politique, relations internationales, territoires » et une équipe d'accueil de sociologie de Bordeaux 2, le Laboratoire d'Analyse des problèmes sociaux et de l'action collective). Cette nouvelle unité a vocation à développer son activité sur deux sites : le campus de Talence-Pessac pour les politistes et le site de la Victoire dans le centre-ville de Bordeaux pour les sociologues. Les deux sites sont reliés par une même ligne de tramway à 15-20 minutes de trajet.

Les membres du nouveau centre entendent combiner les avantages dont dispose pour l'heure chacune des unités appelées à se regrouper (recherches sur les politiques européennes et internationales, les pratiques des élus parlementaires, les politiques territoriales pour le SPIRIT ; recherches sur la sociologie et les politiques éducatives, la sociologie urbaine et la sociologie de la santé pour le LAPSAC) afin d'enrichir les pratiques de recherche développées de part et d'autre. A partir de terrains de recherche en partie partagés (environnement, santé publique, mobilisations collectives, politiques publiques), les sociologues privilégient une entrée par les expériences sociales individuelles pour comprendre leur arrimage à des mobilisations plus larges ou à des dispositifs d'action publique tandis que les membres de SPIRIT étudient davantage la façon dont les mobilisations et les dispositifs d'action publique s'emboîtent dans des processus de politisation et de dépolitisation ou dans des espaces institutionnalisés de compétition et de négociation. Le laboratoire est structuré autour des 4 axes suivants :

- AXE 1 - Expériences sociales et épreuves collectives
- AXE 2 - Mobilisations et construction des problèmes publics
- AXE 3 - Acteurs et activités des organisations publiques
- AXE 4 - Enjeux planétaires et logiques internationales ?



**Equipe de Direction** : Directeur Antoine ROGER (PR science politique, Sciences Po Bordeaux) + 1 directeur adjoint issu du LAPSAC (non encore désigné)

- Effectifs de l'unité : (sur la base du dossier déposé à l'AERES) :

	Dans le projet
N1 : Nombre d'enseignants-chercheurs (cf. Formulaire 2.1 du dossier de l'unité)	27
N2 : Nombre de chercheurs des EPST ou EPIC (cf. Formulaire 2.3 du dossier de l'unité)	13
N3 : Nombre d'autres enseignants-chercheurs et chercheurs (cf. Formulaire 2.2 et 2.4 du dossier de l'unité)	1
N4 : Nombre d'ingénieurs, techniciens et de personnels administratifs titulaires (cf. Formulaire 2.5 du dossier de l'unité)	11 (9,45 ETP)
N5 : Nombre d'ingénieurs, techniciens et de personnels administratifs non titulaires (cf. Formulaire 2.6 du dossier de l'unité)	1
N6 : Nombre de doctorants (cf. Formulaire 2.7 du dossier de l'unité)	90
N7 : Nombre de personnes habilitées à diriger des recherches ou assimilées	9

- **Appréciation sur le projet** :

- Existence, pertinence et faisabilité d'un projet scientifique à moyen ou long terme :

Le projet de création du Centre Emile Durkheim s'inscrit dans un contexte scientifique global et local de rapprochement de la science politique et de la sociologie. Tant les terrains de recherche (les politiques et les mobilisations territoriales, la santé publique, l'éducation, les politiques internationales) que les questionnements théoriques privilégiés dans le projet (institutionnalisation et désinstitutionnalisation, politisation et dépolitisation, territorialisation) plaident en faveur de la fusion. Celle-ci a d'autant plus de chances d'aboutir qu'elle bénéficie d'un soutien fort des deux établissements partenaires (Sciences Po-Bordeaux et Bordeaux 2) et qu'elle s'insère dans un dispositif ambitieux de rapprochement mis en place dans le cadre du PRES « Université de Bordeaux ». En l'espèce, la fusion attendue des deux écoles doctorales auxquelles appartiennent les deux unités en fusion et la mise en place d'un master commun à la rentrée 2011 sont les manifestations les plus exemplaires de ce rapprochement. Le projet apparaît en outre mûrement préparé et réfléchi (audit externe, séminaire commun, bonne préparation des personnels, motivation des chercheurs, doctorants et ITA).

- Existence et pertinence d'une politique d'affectation des moyens :

L'université Bordeaux 2, à dominante médicale, dispose d'une expérience solide dans le domaine de la santé publique et fait montre d'une réelle volonté de soutenir la nouvelle unité. De son côté, Sciences Po-Bordeaux développe une politique volontariste d'insertion dans le PRES. Si aucun engagement précis n'a été pris en matière de création de postes avant l'avis de l'AERES, plusieurs signes montrent le fort soutien des établissements : affectation de nouveaux locaux dans le futur bâtiment de Sciences Po Bordeaux en cours de construction sans exclusive de l'appartenance institutionnelle des chercheurs, doublement de la surface affectée par Bordeaux 2 à la nouvelle unité.



- Originalité et prise de risques :

La prise de risques est réelle. Le projet, dans le domaine des SHS, apparaît audacieux. La fusion intervient avant celle des écoles doctorales et la mise en place de formations communes dans un PRES en cours de constitution. Sur le plan institutionnel, l'équipe fait le pari de l'interdisciplinarité au risque de perdre certains des atouts généralement associés à un ancrage mono-disciplinaire, mais à beaucoup à y gagner au plan scientifique.

• Conclusion :

- Avis :

Le caractère novateur du projet mérite d'être soutenu. Le découpage des axes de recherche du laboratoire gagnerait cependant à être quelque peu reformulé afin d'améliorer la visibilité externe du projet scientifique et de mieux mettre en avant les points forts des équipes constitutives.

Le projet ne peut par ailleurs aboutir à moyen terme sans une politique volontariste des tutelles qui passe par la mise à disposition de nouveaux postes fléchés sur les thématiques du laboratoire. Le départ à la retraite attendu de plusieurs professeurs et directeurs de recherche (CNRS et FNSP) au cours du prochain contrat quadriennal l'exige. L'unité devra de son côté mettre à profit cette situation pour afficher encore plus clairement ses spécialités thématiques.

- Points forts et opportunités :

Le très fort désir d'aller vers la fusion des deux unités constitue une garantie quant à la faisabilité du projet. S'y ajoutent de bonnes synergies autour de la sociologie de l'action publique et des institutions. L'équipe dispose d'atouts sérieux, fruit de politiques passées qui ont permis une forte implication et intégration des doctorants dans les deux laboratoires concernés par la fusion. Elle pourra enfin prendre appui sur une équipe administrative nombreuse, jeune et motivée et bénéficiera d'un fort soutien de la part des tutelles locales.

- Points à améliorer et risques :

Comme souvent dans les projets de fusion, existe un risque de dilution des thématiques fortes des unités constitutives (sociologie du personnel politique, de la gouvernance européenne et internationale pour le SPIRIT, sociologie de l'éducation et à un moindre niveau, sociologie de la santé pour le LAPSAC). L'identité du nouveau laboratoire gagnera ici à être clarifiée. L'accent mis sur les jeux d'échelles et la comparaison internationale ne saurait à lui seul tenir lieu d'identité commune. La taille de l'unité, intermédiaire, plaide pour que des thématiques de recherche soient plus nettement définies et circonscrites. Enfin, la séparation géographique et la gestion séparée des budgets telle qu'elle est envisagée peut constituer un frein à la synergie des laboratoires.

- Recommandations au directeur d'unité :

Les recherches constitutives de l'axe 2 gagneraient à être refondues dans les trois autres axes du laboratoire. La gestion et la localisation des deux équipes constitutives devront être rapidement mixées pour permettre l'émergence de projets communs.



### 3 • Analyse équipe par équipe et/ou par projet

**Intitulé de l'équipe :** Science Politique Relations Internationales Territoires (SPIRIT)

**Nom du responsable :** M.Antoine ROGER

- Effectif du laboratoire :

	Dans le bilan	Dans le projet
N1 : Nombre d'enseignants-chercheurs (cf. Formulaire 2.1 du dossier de l'unité)	10	10
N2 : Nombre de chercheurs des EPST ou EPIC (cf. Formulaire 2.3 du dossier de l'unité)	13	13
N3 : Nombre d'autres enseignants-chercheurs et chercheurs (cf. Formulaire 2.2 et 2.4 du dossier de l'unité)	1	1
N4 : Nombre d'ingénieurs, techniciens et de personnels administratifs titulaires (cf. Formulaire 2.5 du dossier de l'unité)	9	9
N5 : Nombre d'ingénieurs, techniciens et de personnels administratifs non titulaires (cf. Formulaire 2.6 du dossier de l'unité)		
N6 : Nombre de doctorants (cf. Formulaire 2.7 du dossier de l'unité)	59	90*
N7 : Nombre de personnes habilitées à diriger des recherches ou assimilées	14	11

\*nombre total de doctorants des deux unités (LAPSAC + SPIRIT)

- Données de production pour le bilan :

(cf. [http://www.aeres-evaluation.fr/IMG/pdf/Criteres\\_Identification\\_Ensgts-Chercheurs.pdf](http://www.aeres-evaluation.fr/IMG/pdf/Criteres_Identification_Ensgts-Chercheurs.pdf))

A1 : Nombre de producteurs parmi les chercheurs et enseignants chercheurs référencés en N1 et N2	22
A2 : Nombre de producteurs parmi les autres personnels référencés en N3, N4 et N5	
A3 : Taux de producteurs de l'unité $[A1/(N1+N2)]$	0,96
Nombre d'HDR soutenues	0
Nombre de thèses soutenues	17
Autre donnée pertinente pour le domaine (à préciser...)	2*

\*2 maîtres de conférence ont obtenu l'agrégation de science politique

Titulaires : 52 articles dans des revues référencées (ISI Web ou Aeres)=2,26 par chercheur



- **Appréciation sur la qualité scientifique et la production :**

Le laboratoire SPIRIT émane déjà d'une restructuration récente (2007) qui consistait à intégrer l'étude des relations internationales. Ajoutée aux compétences anciennes sur la régionalisation et l'europanisation, cette problématique dessine aujourd'hui un point fort du laboratoire. Paradoxalement, peut-être, le cœur de métier initial de SPIRIT, à savoir l'analyse locale du politique, occupe aujourd'hui une place relativement secondaire. L'analyse des territoires s'intègre désormais dans une approche multi-niveaux. L'évolution des objets de SPIRIT témoigne particulièrement bien de ce glissement d'objet. Ce laboratoire est aujourd'hui reconnu en France et en Europe comme porteur de compétences scientifiques en la matière.

- **Quantité et qualité des publications, communications, thèses et autres productions :**

L'ensemble de l'équipe peut être considéré comme « produisant », voire pour certains chercheurs, très « produisant ». Avec 16 articles (ACL) cités dans les bases internationales et 180 articles parus dans des revues à comité de lecture, les chercheurs de SPIRIT montrent une activité soutenue de publication dans les principales revues de science politiques, notamment étrangères et européennes. Les 278 invitations des chercheurs de SPIRIT à communiquer dans des colloques nationaux et internationaux renforcent ce constat d'une bonne visibilité de SPIRIT dans ses domaines de recherche. Par ailleurs, 17 thèses ont été soutenues en 4 ans.

- **Qualité et pérennité des relations contractuelles :**

- **Appréciation sur le rayonnement, l'attractivité, et l'intégration de l'équipe ou du projet dans son environnement**

De manière générale, SPIRIT est le noyau d'un partenariat pérenne avec des institutions qui solidifient ses structures et renforcent ses capacités de recherche. En premier lieu la FNSP et Sciences-Po Bordeaux, qui lui fournissent locaux, personnels (4 chercheurs dont 2 DR-, 2,2 IE, IR et AI sont rémunérés par la FNSP) et moyens (notamment fonds documentaires), et qui contribuent au dynamisme et à l'attractivité du laboratoire. En témoigne le recrutement de 2 DR par le CNRS et la FNSP et l'arrivée d'1 CR CNRS supplémentaire entre 2007 et 2009. De même, une convention liant SPIRIT et le CEREQ qui rémunère un IE en CDI à temps plein, permet au SPIRIT d'être un pôle de recherche dynamique autour de la formation professionnelle/enseignement supérieur/emploi. L'existence d'un LEA en coopération avec l'Université de Stuttgart et la participation de SPIRIT au collège doctoral franco-allemand permet d'inscrire le SPIRIT dans des coopérations européennes.

De plus, l'équipe SPIRIT fait montre d'une réelle insertion dans la communauté scientifique nationale et internationale : nombre de ses membres ont occupé ou occupent des positions institutionnelles dans les sections 04 du CNU et 40 du CNRS et bénéficient d'une reconnaissance et d'une visibilité scientifiques affirmées en science Politique en participant à 26 comités de lecture de revues, aussi bien francophones qu'anglo-saxonnes, voire spécialisées dans les aires-culturelles (Afrique, Amérique latine, Canada...).

- **Capacité à recruter des chercheurs, post-doctorants ou étudiants de haut niveau, en particulier étrangers :**

Si pour le moment, le fort partenariat avec l'Allemagne n'a pas porté ses fruits en termes de recrutement de doctorants, SPIRIT a accueilli 3 doctorants étrangers à plein temps depuis 2007 et 11 doctorants et post-doctorants temporairement depuis 2005. Lors de la rencontre avec les doctorants, les étrangers ont souligné la qualité de l'encadrement et du suivi, notamment en termes de financement. La liste des chercheurs étrangers ayant réalisé un séjour temporaire au laboratoire révèle une réelle puissance d'attraction, aussi bien quantitativement (25 enseignants-chercheurs depuis 2005, en notant que ce chiffre a été en augmentation sensible durant l'année 2008-2009) que qualitativement (provenance d'universités prestigieuses nord-américaines et européennes, mais aussi du monde entier).



- Capacité à obtenir des financements externes

La structure des financements fait montre d'une grande capacité d'attraction de financement, pour l'essentiel nationaux et locaux, puisque, selon les années, les financements sur contrats représentent entre 2/3 et 3/4 des dépenses du laboratoire. La capacité à attirer des financements ANR est importante puisque le laboratoire pilote trois programmes. Des chercheurs de SPIRIT sont également intégrés à deux autres programmes ANR. De plus, SPIRIT valorise ses compétences en obtenant des financements contractuels ministériels (emploi, jeunesse, justice) et avec les collectivités territoriales (Communauté urbaine).

- Participation à des programmes internationaux ou nationaux, existence de collaborations lourdes avec des équipes étrangères :

Outre les programmes ANR déjà mentionnés précédemment, ainsi que le LEA, qui représente la collaboration la plus « lourde » avec une université étrangère (Stuttgart), SPIRIT participe au réseau de recherche Global Governance Régionalisation and Regulation (GARNET) financé par le PCRD et qui regroupe 43 institutions européennes, preuve de l'insertion solide du laboratoire dans la science politique européenne.

- Pertinence de l'organisation, qualité de la gouvernance et de la communication interne et externe :

La direction du SPIRIT est attachée à la qualité de l'environnement du travail du personnel qu'il associe pleinement à la réflexion sur le pilotage de l'unité (information sur les projets, réunions de service bimensuelles, accompagnement des carrières, formations régulières...). La rencontre avec le personnel IATOS et avec les doctorants a montré la réussite de cette démarche, notamment pour les doctorants satisfaits de la prise en compte de leurs demandes, y compris quant aux aspects financiers. Pour ce qui est des aspects proprement scientifiques, et au-delà des projets structurants de recherche, SPIRIT est organisé en trois équipes (Politique comparée et études européennes ; Territoire, action publique, société ; Relations internationales) dont le rôle est de souder le laboratoire autour de séminaires, de valoriser les résultats des travaux des chercheurs et de socialiser professionnellement les doctorants. En revanche, et de l'aveu même du rapport scientifique du laboratoire, les doctorants ne s'impliquent que de manière épisodique dans les séminaires d'équipe.

- Implication des membres dans les activités d'enseignement et dans la structuration de la recherche en région :

Les enseignants-chercheurs mais aussi les nombreux chercheurs sont très impliqués dans les enseignements dispensés par l'IEP, mais aussi dans la gestion des diplômes (Master).

- Conclusion :

- Les points forts du laboratoire SPIRIT sont sans aucun doute :

Ses liens pérennes avec des institutions partenaires (FNSP, Sciences Po Bordeaux et le CEREP), mais aussi avec des institutions étrangères (Université de Stuttgart).

Les nombreuses publications de qualité de ses chercheurs.

La démarche comparative.

Une équipe d'accompagnement de la recherche importante et motivée, qu'il faudra continuer à soutenir.

- Points à améliorer et risques :

Nécessité d'augmenter le nombre de chercheurs HDR pour mieux répartir et encadrer les doctorants.

La dynamique de recherche doit pouvoir aboutir à des contrats internationaux et notamment des financements européens.

L'hébergement des doctorants.



**Intitulé de l'équipe :** LAPSAC

**Nom du responsable :** M. Charles-Henry CUIIN

- Effectif du laboratoire :

	Dans le bilan	Dans le projet
N1 : Nombre d'enseignants-chercheurs (cf. Formulaire 2.1 du dossier de l'unité)	19	19
N2 : Nombre de chercheurs des EPST ou EPIC (cf. Formulaire 2.3 du dossier de l'unité)		
N3 : Nombre d'autres enseignants-chercheurs et chercheurs (cf. Formulaire 2.2 et 2.4 du dossier de l'unité)	3	
N4 : Nombre d'ingénieurs, techniciens et de personnels administratifs titulaires (cf. Formulaire 2.5 du dossier de l'unité)	1,25	1,25
N5 : Nombre d'ingénieurs, techniciens et de personnels administratifs non titulaires (cf. Formulaire 2.6 du dossier de l'unité)		
N6 : Nombre de doctorants (cf. Formulaire 2.7 du dossier de l'unité)	33	90*
N7 : Nombre de personnes habilitées à diriger des recherches ou assimilées	7	6

\* nombre total de doctorants des deux unités (LAPSAC + SPIRIT)

- Données de production pour le bilan :

(cf. [http://www.aeres-evaluation.fr/IMG/pdf/Criteres\\_Identification\\_Ensgts-Chercheurs.pdf](http://www.aeres-evaluation.fr/IMG/pdf/Criteres_Identification_Ensgts-Chercheurs.pdf))

A1 : Nombre de producteurs parmi les chercheurs et enseignants chercheurs référencés en N1 et N2	16
A2 : Nombre de producteurs parmi les autres personnels référencés en N3, N4 et N5	
A3 : Taux de producteurs de l'unité $[A1 / (N1+N2)]$	0,84
Nombre d'HDR soutenues	3
Nombre de thèses soutenues	27
Autre donnée pertinente pour le domaine (à préciser...) (membre IUF)	1

Titulaires : 24 articles dans des revues référencées (AERES) = 1,26 par titulaire



- **Appréciation sur la qualité scientifique et la production :**

- Pertinence et originalité des recherches, qualité et impact des résultats :

Le LAPSAC, créé en 1991 à l'initiative de François Dubet, est resté une équipe de taille moyenne qui comprend 22 membres (dont 19 titulaires). Cette équipe est clairement structurée autour de 4 axes : 1) Education, école et enseignement supérieur ; 2) Mutations urbaines, espaces publics et territoires ; 3) Santé et société ; 4) Nations, mouvements sociaux et action collective. Ces axes, même s'ils n'ont pas tous la même taille et la même renommée, présentent chacun une activité au moins honorable et parfois remarquable. Incontestablement c'est l'axe sociologie de l'éducation qui bénéficie de la plus grande visibilité. Cet axe s'est ouvert récemment à de nouveaux champs : questions ethniques, enseignement supérieur (politiques universitaires ou sociologie des étudiants), de plus en plus souvent dans le cadre d'appels d'offre ou de commandes de niveau national ou européen, ce qui confère un impact évident aux résultats produits. L'axe « mutations urbaines » est le deuxième axe structurant. Le recrutement récent d'un professeur est un gage du développement futur des thématiques portées par cet axe dont par ailleurs les complémentarités avec l'axe 1 sont évidentes et avérées par les travaux de certains des membres les plus ancrés dans l'équipe. L'axe 3 est d'émergence plus récente sous l'incitation d'une université à dominante médicale. Les chercheurs qui y participent sont jeunes mais dynamiques et l'axe en devenir. L'axe 4 est structuré autour d'un très petit nombre de jeunes chercheurs qui travaillent sur des terrains internationaux mais très différents les uns des autres (Haïti, Palestine/Israël, Biélorussie). Sans nier l'intérêt évident et la qualité des travaux produits, on peut noter qu'il est difficile de percevoir pour le moment à la fois leur interrelation et l'articulation avec les autres axes du LAPSAC.

- Quantité et qualité des publications, communications, thèses et autres productions :

Le nombre des chercheurs et enseignants-chercheurs « producteurs » du LAPSAC peut être estimé à 16 soit un ratio de 0,84 dans la période considérée. Le comité a repéré une vingtaine d'ouvrages chez des éditeurs scientifiques reconnus (dont certains ont eu un réel retentissement), 24 articles dans des revues effectivement référencées par l'AERES (mais sans doute un peu plus si on ajoute les revues référencées dans des disciplines contributives et non repérées) et une cinquantaine de chapitres de livres collectifs. 27 thèses ont par ailleurs été soutenues dans le cadre du laboratoire, ce qui est satisfaisant eu égard au nombre d'HDR régulièrement en poste (en moyenne 5 sur l'exercice).

- Qualité et pérennité des relations contractuelles :

Le LAPSAC a vu son activité de recherche contractuelle augmenter très sensiblement au cours du dernier quadriennal. Le montant des contrats est passé de 46 500€ en 2005 à 320 000€ en 2009. Au 31 décembre 2009, 5 contrats sont encore en cours, dont la participation à un contrat européen du 7ème PCRD piloté par le Centre for Policy Studies de l'Université de Budapest (110 000€ gérés par le LAPSAC). Deux des 4 autres contrats sont financés par le Conseil régional d'Aquitaine, l'un sur l'évaluation des politiques culturelles, l'autre sur les rapports locaux entre science, industries et pouvoirs publics. Un autre contrat est financé par l'INCa et le dernier par l'OFDT. L'activité de recherche contractuelle du LAPSAC démontre une bonne visibilité locale, nationale et depuis peu internationale et une importante demande d'évaluation, d'étude et de recherche sur les domaines de recherche du laboratoire : recherches urbaines, développement urbain, éducation, santé (cancer et toxicomanie, principalement). Le LAPSAC semble avoir trouvé un équilibre entre activités de recherche et d'expertise, tout en prenant le risque de fonctionner à la demande.



- **Appréciation sur le rayonnement, l'attractivité, et l'intégration de l'équipe ou du projet dans son environnement :**

- Nombre et renommée des prix et distinctions octroyés aux membres de l'équipe ou à ceux qui participent au projet, y compris les invitations à des manifestations internationales :

Prix de thèse Le Monde (Béatrice Jacques 2007).

Prix de thèse Le Monde (Virginie Malochet, 2007)

Prix Carlier de l'Académie des sciences morales et politiques (F. Dubet, 2006)

Prix scientifique de la Fondation pour l'enfance (J. Zaffran, 2007)

- Capacité à recruter des chercheurs, post-doctorants ou étudiants de haut niveau, en particulier étrangers :

L'équipe est composée de chercheurs français pour une bonne partie de bon ou de très bon niveau dont certains bénéficient d'une reconnaissance internationale. On compte cependant beaucoup de doctorants étrangers. Les actuels doctorants sont au nombre de 33 (dont 14 financés), celui des post-doctorants est difficile à évaluer. La grande majorité des doctorants semblent issus de la filière locale.

- Capacité à obtenir des financements externes, à répondre ou susciter des appels d'offres, et à participer à l'activité des pôles de compétitivité :

Le financement du LAPSAC - d'une moyenne de 22 600 € d'apport de l'université de Bordeaux 2 et d'une moyenne de 46 500 € (en 2005) d'apport contractuel à 320000 € (en 2009) - témoigne d'un dynamisme de la recherche sur contrat (14 contrats sur la période du quadriennal). Les financeurs principaux sont, non seulement le ministère de l'Éducation et sa D.E.P., le Commissariat du Plan, le PUCA, l'Union européenne mais aussi les collectivités publiques régionales, locales, etc. On notera que le chiffre d'affaires du laboratoire s'est considérablement accru de 2005 à 2009.

- Participation à des programmes internationaux ou nationaux, existence de collaborations lourdes avec des équipes étrangères :

Le LAPSAC a souvent et depuis longtemps collaboré avec les principaux pourvoyeurs de fonds nationaux en matière de recherche sur l'éducation ou sur l'école. Il a porté ses efforts dans la période récente vers la participation à des programmes de recherche de niveau national ou européen, comme EDUMIGROM, sans en être toutefois tête de pont.

- **Appréciation sur la stratégie, la gouvernance et la vie de l'équipe ou du projet :**

- Pertinence de l'organisation, qualité de la gouvernance et de la communication interne et externe :

Concernant la « gouvernance », le bilan de l'activité scientifique du LAPSAC, fait apparaître :

-L'efficacité du travail du Conseil d'unité du laboratoire, qui accueille et intègre les doctorants (français et étrangers) et soutient leur recherche, en particulier celles et ceux qui n'ont pas de financement pour la réalisation de leur thèse. De manière générale, les doctorants sont bien intégrés (séminaires, représentation au conseil de laboratoire, financements spécifiques en complément à ceux de l'école doctorale) et actifs (association de doctorants, organisation de séminaires spécifiques aux doctorants, publications, participation aux recherches collectives). Les jeunes docteurs sont accueillis systématiquement durant 5 ans dans le laboratoire.



-E.A. de dimension restreinte, le LAPSAC est dépourvu des ressources humaines (administratives et techniques) nécessaires à la gestion d'un nombre croissant de projets de recherche ; la fusion du LAPSAC (ancienne antenne bordelaise du CADIS, Paris) et de SPIRIT au sein d'une même unité de recherche devrait permettre de résoudre, au moins en partie, les problèmes de locaux et celui des moyens humains : une équipe de dimension plus grande permettra à d'autres doctorants et post-doctorants de bénéficier de financements opportuns ; Bordeaux pourrait devenir l'un des « pôles » reconnus de recherche - et de formation - en sciences sociales.

-Une Lettre d'information trimestrielle - Les nouvelles du LAPSAC - et la mise en place d'un site Web (<http://www.LAPSAC.u-bordeaux2.fr>) permettent de diffuser aux chercheurs, enseignants et doctorants une série de renseignements utiles pour répondre à la multiplication des demandes d'études et d'expertises qui sont adressées par des commanditaires locaux, régionaux et nationaux, mais aussi, de plus en plus, européens.

Il faut ajouter que le LAPSAC a largement participé à l'organisation du congrès de l'AFS de 2006, organisé à Bordeaux II, comme il a été tête de pont du RESUP (réseau de recherche sur l'enseignement supérieur reconnu par le ministère) jusqu'au départ pour Genève de G. Félouzis.

#### - Implication des membres dans les activités d'enseignement et dans la structuration de la recherche en région :

Le LAPSAC est un laboratoire pluri-thématique : équipe « provinciale », il s'agit en effet d'offrir aux étudiants de Bordeaux et plus largement de la Région Aquitaine, un service de formation et de recherche couvrant les champs principaux de l'activité sociologique contemporaine. Les communications nombreuses dans des manifestations locales ainsi que les différents contrats avec des instances de la région montrent l'investissement de l'équipe dans le développement régional et la reconnaissance qu'il en tire. Le livre collectif « Sociologie de Bordeaux (Repères, La découverte) témoigne de cet ancrage et cette reconnaissance locaux.

#### - Existence, pertinence et faisabilité d'un projet scientifique à moyen ou long terme :

L'intégration au sein du futur Centre Emile Durkheim mobilise les énergies depuis 2008 et correspond sans doute au souhait de l'ensemble de l'équipe, y compris les doctorants que nous avons rencontrés qui semblent très engagés, ce qui est essentiel pour la réussite du projet. Il ne faut pas cacher toutefois que cette fusion renvoie tout spécialement à la volonté tout à fait estimable des responsables seniors du LAPSAC de pérenniser leur héritage. Il s'agit en effet de donner de l'ampleur à une équipe qui n'a pas réussi à l'obtenir à elle seule en raison du petit nombre de recrutements et du départ de 2 personnalités fortes.

Le projet scientifique d'association avec le SPIRIT, laboratoire de l'IEP de Bordeaux, est clairement celui de l'inscription de la sociologie dans le champ du politique et renvoie évidemment aux convictions de son fondateur F. Dubet. Ce projet a un sens si on regarde les principaux axes travaillés par les chercheurs du LAPSAC qui, pour les plus visibles et les plus productifs, ont tous une dimension politique marquée. La fusion semble avoir été bien préparée depuis 2008 par un séminaire et des échanges scientifiques réguliers avec le SPIRIT.

#### - Originalité et prise de risques :

Plusieurs des thèmes de recherche du LAPSAC peuvent se retrouver sans mal dans la nouvelle entité et revivifiés par la création du centre ED et le dialogue avec les politistes. Il faut saluer l'originalité et le volontarisme d'un rapprochement entre deux équipes de disciplines différentes et croire en sa faisabilité mais espérer aussi que la sociologie de l'éducation, ex-point fort du LAPSAC, ne fasse pas les frais de l'intégration dans la nouvelle entité.

#### • Conclusion :

#### - Points forts et opportunités :

- forte identité scientifique associée à une réelle ouverture théorique.
- variété et complémentarité des champs de recherche.
- projet cohérent et mobilisateur de fusion au sein du Centre ED.



- fort soutien des « grands anciens » au projet et à la pérennité de l'héritage du laboratoire.
- bon potentiel de jeunes chercheurs.

- Points à améliorer et risques :

Déséquilibre générationnel : le dynamisme est plutôt du côté des anciens et des plus jeunes, mais la relève immédiate n'est qu'à moitié assurée, en tout cas en interne et malgré l'arrivée récente de chercheurs de qualité.

Faible insertion des docteurs dans l'enseignement supérieur et la recherche dans la période récente en tout cas.

Risque de dilution de la sociologie de l'éducation.



### Centre Emile-Durkheim

Note de l'unité	Qualité scientifique et production	Rayonnement et attractivité, intégration dans l'environnement	Stratégie, gouvernance et vie du laboratoire	Appréciation du projet
non noté	non noté	non noté	non noté	non noté

Nom de l'équipe : UMR SPIRIT

Note de l'équipe	Qualité scientifique et production	Rayonnement et attractivité, intégration dans l'environnement	Stratégie, gouvernance et vie du laboratoire	Appréciation du projet
A+	A+	A+	A+	A

Nom de l'équipe : EA LAPSAC

Note de l'équipe	Qualité scientifique et production	Rayonnement et attractivité, intégration dans l'environnement	Stratégie, gouvernance et vie du laboratoire	Appréciation du projet
A	A	A	A+	A

Charles-Henry CUIIN  
Directeur de l'EA 495 LAPSAC  
Université V. Segalen - Bordeaux 2  
146 rue Léo Saignat  
33076 BORDEAUX

Antoine ROGER  
Directeur de l'UMR 5116 SPIRIT  
IEP de Bordeaux  
11 allée Ausone  
33607 PESSAC CEDEX

**Pessac, le 10 mars 2010**

Monsieur le directeur,

Après concertation avec les membres de l'UMR 5116 SPIRIT (IEP de Bordeaux, CNRS) et de l'EA 495 LAPSAC (Université Victor Segalen – Bordeaux 2), nous vous adressons quelques observations sur le rapport préliminaire d'évaluation remis par le comité de visite de l'AERES chargé d'évaluer les bilans de nos deux unités et le projet du Centre Emile-Durkheim (IEP de Bordeaux, Université Victor Segalen – Bordeaux 2, CNRS).

Nous tenons tout d'abord à remercier les membres du comité de visite pour la qualité et la rigueur de leur analyse. Les remarques et conseils formulés nous semblent perspicaces et nous aideront dans la mise en œuvre de notre projet. Des précisions peuvent d'ores et déjà être apportées sur quatre plans.

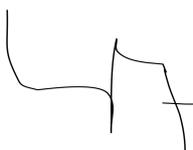
1) Les évaluateurs nous invitent à afficher plus explicitement nos objets de recherche dans la présentation du projet. Nous avons pris le parti de définir des axes méthodologiques plutôt que thématiques, en mettant l'accent sur les jeux d'échelles et la comparaison. L'objectif était d'assurer une parfaite intégration des recherches menées par les sociologues et les politistes, en évitant que les uns et les autres se répartissent dans des axes différents. Nous admettons que cette démarche a pour contrepartie une moindre lisibilité extérieure de nos domaines de spécialisation (sociologie de la santé, sociologie de l'éducation, intégration européenne, sociologie du personnel politique, territorialisation de l'action publique, relations internationales). Le rapport préliminaire d'évaluation nous amène à approfondir la réflexion sur la conciliation des exigences internes et externes.

2) De façon plus spécifique, les évaluateurs attirent notre attention sur la nécessité d'éviter une dilution de la sociologie de l'éducation - spécialité qui a fortement contribué à la renommée et à la visibilité du LAPSAC. Ce risque sera évalué avec la plus grande vigilance. Il convient par ailleurs de noter que SPIRIT entretient avec le Centre d'études et de recherche sur les qualifications (CEREQ) un partenariat privilégié qui se traduit depuis 1998 par l'existence d'un Centre associé spécialisé dans l'analyse des politiques de formation et d'emploi. Une nouvelle association devrait être trouvée entre le CEREQ et le Centre Emile-Durkheim. Les sociologues de l'Université Victor Segalen - Bordeaux 2 y prendront une part active et y trouveront un moyen d'entretenir le rayonnement de leurs recherches sur l'éducation.

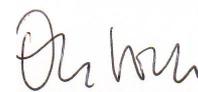
3) Le rapport préliminaire d'évaluation souligne les difficultés que peut poser la séparation physique de deux tutelles universitaires impliquées dans le projet (IEP de Bordeaux et Université Victor Segalen Bordeaux 2), par delà leur entente optimale. Le lien assuré par une ligne de tramway permet de limiter à 15 minutes la durée d'un trajet entre les deux sites et facilite d'ores et déjà les échanges. Une réflexion doit néanmoins être menée sur les moyens de favoriser les interactions au quotidien. Les évaluateurs préconisent un « mixage » des effectifs pour lors constitués, des politistes pouvant être installés à l'Université Victor Segalen - Bordeaux 2 et des sociologues à l'IEP. Nous nous sommes d'ores et déjà engagés à travailler en ce sens dans l'hypothèse où de nouveaux chercheurs intégreraient le Centre Emile-Durkheim par la voie du recrutement ou de la mutation. Il paraît plus difficile dans un premier temps d'organiser un déménagement des chercheurs et des enseignants-chercheurs en place, pour la raison qu'ils assurent des enseignements concentrés dans l'un ou l'autre des établissements. Une évolution sur ce plan peut néanmoins être envisagée à moyen terme : les projets quadriennaux de l'IEP de Bordeaux et de l'Université Victor Segalen – Bordeaux 2 proposent la création d'un Master commun en sciences sociales qui poussera à un panachage des enseignements sur les deux sites.

4) Tout en soulignant la forte insertion internationale de nos équipes, les évaluateurs nous encouragent à obtenir de nouveaux contrats européens. SPiRiT et le LAPSAC sont pour lors intégrés à des projets financés par l'Union européenne dans le cadre du 6<sup>e</sup> PCRD. Pour franchir un nouveau seuil, le Centre Emile-Durkheim devrait pourvoir s'imposer comme porteur principal. Il nous semble utile de signaler les difficultés provoquées sur ce plan par la perte d'un poste occupé jusqu'en 2008 à SPiRiT par un agent ITA spécialisé dans le suivi des appels à projet et le montage de dossiers européens. La réponse à un appel à proposition européen nécessite un travail de plusieurs mois, dont la lourdeur et la technicité appellent des compétences et une expérience spécifiques. Une participation régulière aux réunions spécialisées et des contacts permanents avec les services de la Commission européenne sont également indispensables. Compte tenu des multiples sollicitations auxquelles il doit répondre, l'ingénieur d'études « Europe » en poste à la délégation régionale du CNRS ne peut apporter qu'une aide ponctuelle (aiguillage initial ; relecture finale du projet). La perte de notre agent spécialisé est d'autant plus regrettable que nos spécialisations thématiques et la forte insertion de nos chercheurs dans des réseaux internationaux sont ajustées aux exigences des projets européens et nous dotent d'un fort potentiel en la matière.

Vous remerciant pour l'attention que vous pourrez porter à ces observations et pour l'écho que vous pourrez leur donner, nous vous prions d'agréer, Monsieur le directeur, nos salutations respectueuses.



**Charles-Henry CUIIN**  
Directeur du LAPSAC



**Antoine ROGER**  
Directeur de SPiRiT